

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article 32 of Part II

By Mr : O'Sullivan and Ponzano

Status : Alternates

Modify the first paragraph of Article 32 as follows:

« The Union may commit itself through agreements concluded with one or more third countries or international organisations **in order to implement its policies and** in cases where the provisions of the Constitution provide for the conclusion of such agreements.

Explanation :

As indicated in the commentary to Article 32, Working Group VII recommended that the Treaty should indicate that the Union is competent to conclude agreements dealing with issues falling within its internal competences, irrespective of whether this internal competence has been exercised or not (it should in this regard be noted that Article 33 paragraph 7 provides for the assent of the European Parliament whether the competence has been exercised internally or not).

However, the proposed text is not sufficiently clear on this parallelism, according to which both internal instruments (laws) and external instruments (agreements) may be used in a specific field of competence, under the conditions provided for by the Constitution.

It should be noted that the question of the exclusivity of the competence is different, and is covered by Article 11 paragraph 2 of Part I.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'article 32 de la partie II

Déposée par M. O'Sullivan et M. Ponzano

Qualité : Suppléants

Modifier le premier paragraphe de l'article 32 comme suit

« L'Union peut s'engager par la conclusion d'accords avec un ou plusieurs Etats tiers ou organisations internationales **en vue de mettre en œuvre de ses politiques ainsi que** dans les cas où les dispositions de la Constitution prévoient la conclusion de tels accords. »

Explication :

Comme l'indique le commentaire sur l'article 32, le groupe de travail sur l'action externe a conclu que le traité devrait disposer que l'Union est compétente pour conclure des accords portant sur les questions qui relèvent de ses compétences internes, donc que cette compétence interne ait ou non été exercée (il faut d'ailleurs remarquer que l'article 33 paragraphe 7 prévoit également l'avis conforme du parlement européen indépendamment de l'exercice de la compétence interne).

Or, le texte proposé n'est pas assez clair sur ce parallélisme permettant l'utilisation d'instruments tant interne (loi) qu'externe (accord) dans un domaine de compétence de l'Union, dans les conditions prévues par la constitution.

Il est à noter que la question de l'exclusivité, qui est une question distincte, est quant à elle régie par l'article 11 paragraphe 2 de la partie I.